

Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'agriculture française, la sécurité alimentaire et la politique agricole de la France, Paris, le 24 février 2002.

QUESTION - Monsieur le Président, ce salon, cette année, est placé sous le signe de la transparence. Est-ce que vous pensez que les inquiétudes des consommateurs français se sont apaisées concernant leur sécurité alimentaire ?

LE PRESIDENT - Je souhaite qu'elles se soient apaisées et, je suis sûr, qu'elles s'apaiseront de plus en plus. Vous savez, il faut respecter, soutenir notre agriculture. L'agriculture française est la première agriculture européenne. Le secteur agro-alimentaire français est le premier secteur économique, grâce à ses exportations. C'est dire que l'agriculture est une richesse et, qu'à ce titre, elle doit être respectée et soutenue.

Alors, naturellement, elle connaît aujourd'hui de grandes difficultés. Pour la première fois, depuis longtemps, pratiquement tous les secteurs agricoles sont touchés par la crise, certains plus que d'autres, bien entendu la filière bovine et aussi la filière viticole ont été particulièrement frappées cette année.

Face à ces difficultés, il faut d'abord apporter une réponse aux problèmes que connaissent nos paysans. Une réponse qui soit à la fois à court terme et à moyen et long terme. En ce qui concerne nos races bovines, il faut apporter une réponse au niveau des revenus pour permettre, notamment au bassin allaitant, mais à l'ensemble de la filière, de vivre et de retrouver l'espoir pour que les jeunes se réinstallent. Et, à long terme, il faut une vraie concertation entre la profession et les pouvoirs publics. Pour la filière viticole, par exemple, il est urgent de prendre les mesures nécessaires en matière de distillation pour le court terme et, pour le long terme, de mettre en oeuvre le plan d'adaptation qui a été unanimement approuvé par les professionnels et les politiques de la région Languedoc-Roussillon.

Au-delà, il faut avoir une politique qui assure la promotion d'une agriculture, qui apporte une réponse, vous le disiez, tout à l'heure, aux Français, et notamment une réponse à leurs inquiétudes dans le domaine de la sécurité alimentaire, mais aussi dans le domaine de la sauvegarde de l'environnement, de l'aménagement de l'espace rural. Car, vous savez, quand une exploitation agricole disparaît, c'est quatre ou cinq emplois qui disparaissent. Il y a donc, là, véritablement un effort à faire.

En clair, au-delà de la politique agricole commune, il nous faut une politique nationale qui permette de promouvoir une agriculture qui soit écologiquement responsable et qui soit, également, économiquement forte. Cette agriculture et cette politique nationale nous ne la ferons pas, naturellement, sans les agriculteurs. Nous la ferons avec les agriculteurs, avec les paysans. Et, c'est ce qui doit ressortir d'une vraie et sérieuse concertation.

QUESTION - Est-ce que cette visite prend cette année un ton particulier pour vous ?

LE PRESIDENT - Non. Je viens tous les ans depuis très, très longtemps au Salon de l'agriculture. Et, je vais vous le dire, toujours avec le même plaisir.